



BIEN VIVRE SA RETRAITE, UNE EXIGENCE !

1^{ER} OCTOBRE 2021

**UNE GRANDE JOURNEE DE MOBILISATION
MANIFESTATION DES RETRAITE.ES**

RENDEZ-VOUS A 10 HEURES

PLACE DU HUIT-SEPTEMBRE A BESANÇON

Augmentation immédiate des pensions, retraites de base et complémentaires, protection sociale, services publics, accès aux soins, défense des libertés individuelles et collectives !

PENSIONS DE BASE ET COMPLEMENTAIRES

0,4% d'augmentation au 1er janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires et 1,6% d'inflation, le compte n'y est pas ! Ils nous ont spolié 2 ans sur les retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires, par les reports et le gel des revalorisations.

S'y ajoute la valse des étiquettes, mutuelle, alimentation, logement, énergie, transport... Tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise l'augmentation de la CSG, qui devrait être alignée sur celle des actifs, la réduction de l'abattement de 10% pour l'impôt sur les revenus des retraité·e·s, et la continuité d'une sous-revalorisation et/ou d'un gel des pensions et retraites.

Une négociation, à marche forcée, sur les complémentaires AGIRC-ARRCO confirme les choix financiers au détriment de nos droits acquis.

Augmenter les retraites et pensions, c'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance dont le pays est en manque alors qu'il en a tant besoin. Redonner du pouvoir d'achat aux retraité·es, c'est ça le bien vieillir.

- **Pas de retraites inférieures au Smic.**
 - **Rattrapage immédiat de 300 € pour tous !**
 - **Revalorisation annuelle et pérenne des pensions et retraites de base et complémentaires, sur l'évolution du salaire moyen.**
- Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources, au taux de 75 % des pensions du conjoint décédé, étendues aux pacsé·es et aux concubin·es.**

PROTECTION SOCIALE – SANTE, SOINS - PREVENTION - RECHERCHE

La dernière période a démontré que la protection sociale est un bien essentiel dans toutes ses composantes : l'accès aux soins, le besoin de prévention et la nécessité d'un investissement pérenne dans la recherche médicale.

La santé n'a pas de prix. Aujourd'hui, c'est une valeur marchande. Cela ne doit pas être une course effrénée à la recherche du profit. Il faut que cela cesse ! Nous exigeons que les dividendes, indécents versés aux actionnaires des groupes pharmaceutiques, aux gestionnaires privés des Ehpad, soient réinvestis dans la prévention, la recherche et les soins, y compris de confort.

Le manque de personnels sanitaires à la ville comme à la campagne est de plus en plus criant. Cela "justifie" les nouvelles réductions ou fermetures de service et a des conséquences dangereuses et coûteuses pour la population. La crise sanitaire est loin d'être terminée.

Le gouvernement fait le choix de sanctionner, d'imposer des mesures restrictives sur les libertés. Arrêtons de culpabiliser et d'infantiliser les citoyens que nous sommes.

Portons l'exigence, partout, d'une protection sociale à 100%, de l'autonomie intégrée dans la branche maladie financée par les cotisations sociales. L'argent existe.

SERVICES PUBLICS

Tous les services publics, sans exception, depuis le début de la pandémie, ont fait la démonstration de leur utilité et de leur efficacité en proximité. Ils sont prétendument reconnus par ce gouvernement et ce patronat qui, aujourd'hui, continuent inlassablement leur casse en imposant la loi sur « la transformation de la fonction publique », au détriment des besoins réels de la population. Ils continuent de fermer des moyens hospitaliers ...

Ce sont bien des services publics de proximité, avec du personnel en nombre et formé, dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un

accès pour tous, partout, capables de soigner, d'éduquer, protéger, aider les populations.

Le service AU public rendu par des commerçants n'est pas du service public. Le seul accueil par internet n'est pas du service public.

Nous exigeons que des services publics dans leur trois composantes, santé, collectivités territoriales et État, soient renforcés par des accueils de proximité, avec du personnel en nombre et qualifié.